

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/M/12

11 septembre 1996

(96-3473)

**Conseil du commerce des marchandises
25 juillet 1996**

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard
le 25 juillet 1996

Président: M. S. Narayanan (Inde)

L'ordre du jour proposé, reproduit dans le document G/C/W/50, a été adopté comme suit:

	<u>Page</u>
1. Mise en oeuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements et questions connexes	
- Communication du Pakistan au nom d'un certain nombre de Membres de l'OMC (G/L/92)	2
2. Questions concernant l'accès aux marchés et le contournement en rapport avec la mise en oeuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements	
- Communication des Etats-Unis (G/L/95)	22
3. Mise en oeuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements et questions connexes	
- Communication des Communautés européennes (G/L/97)	22
Le point suivant a été examiné au titre des "Autres questions".	
4. Date de la prochaine réunion	23
Annexe	24

Le Président a souhaité la bienvenue aux délégations qui participaient à la réunion, convoquée par l'aérogamme WTO/AIR/384. Il a relevé que conformément à l'accord intervenu lors de la réunion précédente du Conseil du commerce des marchandises, le 5 juillet 1996, les organisations suivantes avaient été invitées à participer à la présente réunion: Banque mondiale, BITV, CNUCED, FAO, FMI, OCDE, OMD et ONU.

Le Président a fait observer qu'à sa réunion du 18 juillet 1996, le Conseil général avait approuvé les "lignes directrices concernant le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales". A la lumière de cette décision, il a proposé de tenir des consultations informelles sur le choix des organisations internationales intergouvernementales auxquelles le statut d'observateur au Conseil du commerce des marchandises serait accordé.

Le Conseil du commerce des marchandises en est ainsi convenu.

1. Mise en oeuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements et questions connexes
 - Communication du Pakistan au nom d'un certain nombre de Membres de l'OMC (G/L/92)

1.1 Le Président a rappelé que l'examen de la question avait débuté à la réunion précédente du Conseil du commerce des marchandises le 5 juillet 1996. Lors de cette réunion, il avait été convenu que d'autres discussions étaient nécessaires pour déterminer si cet organe était l'instance appropriée pour examiner la mise en oeuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) aux fins de présenter un rapport à la Conférence ministérielle de Singapour par l'intermédiaire du Conseil général. Les consultations informelles tenues le 8 juillet 1996 avaient permis de convenir que le Conseil du commerce des marchandises était l'instance appropriée à cet effet.

1.2 Durant les consultations informelles, les Etats-Unis avaient indiqué qu'ils souhaiteraient que deux éléments additionnels soient pris en compte dans le processus d'examen et ils avaient fait distribuer, par la suite, une communication écrite à ce sujet (G/L/95). Les Communautés européennes avaient elles aussi présenté récemment une communication, distribuée sous la cote G/L/97.

1.3 Afin de structurer le débat, le Président a proposé qu'après les déclarations générales, le Conseil aborde chacun des éléments qu'il était suggéré d'examiner dans les trois communications, l'objectif étant de procéder à un premier échange de vues afin que les délégations soient sensibilisées aux diverses opinions et préoccupations.

1.4 Le représentant du Pakistan s'est félicité de cette opportunité de procéder à un examen en profondeur de la mise en oeuvre de l'ATV dans le cadre de la préparation de la Conférence ministérielle de Singapour. A la réunion précédente du Conseil, le 5 juillet 1996, sa délégation avait brièvement introduit un document au nom des pays de l'ANASE Membres de l'OMC, à savoir Brunéi Darussalam, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande ainsi que Corée, Hong Kong, Inde et Pakistan. L'intervenant pensait que ce document bénéficiait d'un appui même plus large. Les Membres exportateurs en général étaient très attachés à la mise en oeuvre complète et scrupuleuse de l'ATV et ils étaient très préoccupés que cette mise en oeuvre n'ait pas été à la hauteur des attentes.

1.5 Comme sa délégation l'avait déclaré le 5 juillet 1996, le document mettait en lumière l'importance du commerce des textiles pour un certain nombre de pays en développement exportateurs Membres ainsi que l'importance systémique considérable de l'intégration des textiles dans l'ensemble des règles de l'OMC. Le document délimitait l'objet de l'examen, qui ne consistait ni à rechercher une modification des dispositions de l'ATV, ni à rechercher des contreparties par rapport à la multitude de questions soulevées dans le cadre des préparatifs de la Conférence ministérielle. L'objet de l'examen était essentiellement d'entreprendre une évaluation de la mise en oeuvre de l'ATV et d'adresser des recommandations appropriées à la Conférence. Il était suggéré au paragraphe 4 du document que cette évaluation vise à recenser et à évaluer les éléments nécessaires pour que l'ATV soit scrupuleusement mis en oeuvre et pour que soit engagé un processus effectif d'intégration du secteur des textiles dans le cadre des règles du GATT/de l'OMC. Le document proposait que le processus d'examen s'articule autour de dix éléments qui avaient été présentés à la réunion précédente. Pour utiliser au mieux le temps disponible, il avait été convenu que plusieurs coauteurs et d'autres membres du BITV feraient

des déclarations sur les éléments en question. Le Président s'est dit confiant que la discussion et le dialogue avec les grands pays importateurs Membres seraient productifs et fructueux pour tous les intéressés.

1.6 La représentante des Etats-Unis a déclaré que le Conseil du commerce des marchandises avait le droit d'examiner n'importe quelle question concernant les textiles à tout moment. Toutefois, compte tenu de l'importance et de la stature de l'Organe de supervision des textiles (OSpT) en tant qu'instance de l'OMC, il était important de ne pas interférer avec son fonctionnement. Conformément au paragraphe 1 de l'article 8 de l'ATV, l'OSpT avait pour responsabilité essentielle de superviser la mise en oeuvre de l'ATV. Puisque l'OSpT présenterait à la Conférence ministérielle de Singapour son propre rapport qui serait incorporé dans le rapport du Conseil du commerce des marchandises, il serait judicieux de limiter l'examen aux éléments de la communication du Pakistan que l'OSpT ne couvrirait pas. L'intervenante a également rappelé qu'en vertu du paragraphe 11 de l'article 8, l'OSpT devrait présenter un rapport en 1997 avant la fin de la première étape de la période transitoire.

1.7 Son gouvernement avait clairement indiqué que la première priorité dans le contexte de la mise en oeuvre de l'ATV concernait le contournement et la seconde l'accès aux marchés. En ce qui concerne le contournement, la branche de production aux Etats-Unis estimait qu'environ 1 milliard de dollars de marchandises étaient introduites en transit chaque année aux Etats-Unis, soit quelque 20 pour cent des importations annuelles. Les autorités de son pays souhaitaient coopérer très étroitement avec les partenaires commerciaux pour rechercher d'autres moyens de faire respecter les prescriptions et pour décourager le contournement. En ce qui concerne l'accès aux marchés, il était très important que les gouvernements se conforment aux accords conclus, ce qui ne semblait pas toujours avoir été le cas durant la première année et demie. Les Etats-Unis étaient certes prêts à ouvrir leur marché, mais leurs partenaires commerciaux devaient faire de même pour leurs propres marchés. En outre, pour le gouvernement des Etats-Unis la mise en oeuvre complète et scrupuleuse de l'ATV était l'objectif essentiel. Le document présenté par les Etats-Unis avait pour but d'obtenir des Membres des informations sur les mesures prises pour respecter les obligations en rapport avec la réexpédition et le contournement.

1.8 Le représentant des Communautés européennes a déclaré que le Conseil du commerce des marchandises était une instance appropriée pour le débat sur les textiles. Comme il était dit dans la communication des Communautés, les Membres devaient prendre garde de respecter les domaines de compétence de l'OSpT et du Conseil du commerce des marchandises. Sa délégation estimait que toutes les questions soulevées pouvaient être discutées dans le cadre de cette instance, mais que certaines de ces questions se prêtaient mieux que d'autres à une discussion fructueuse. Le rapport que préparait l'OSpT, qui serait disponible sous peu, serait une contribution essentielle à ce débat. En ce qui concerne le point 5 i) du document présenté par le Pakistan, tout en acceptant que la deuxième étape du processus d'intégration soit un sujet approprié de discussion maintenant, l'intervenant a déclaré une nouvelle fois que pour le choix des produits à intégrer à chaque étape intermédiaire, toute latitude était laissée au Membre concerné. Sa délégation souhaitait que les questions de l'accès aux marchés et des règles et disciplines soient incluses dans le débat.

1.9 Le représentant de Hong Kong, s'exprimant au nom du Président du BITV, a dit que les questions devant être examinées à la présente réunion concernaient un secteur extrêmement important sous la supervision du Conseil du commerce des marchandises et étaient essentielles pour la mise en oeuvre des engagements du Cycle d'Uruguay. A la précédente réunion du Conseil du commerce des marchandises le 5 juillet, le Président du BITV avait déjà exposé de façon détaillée les préoccupations des membres du BITV au sujet de la mise en oeuvre de l'ATV. La position était celle reflétée dans

le communiqué de Bangkok du 24 mai 1996.¹ Comme déjà indiqué, les questions soulevées par les membres du BITV dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises faisaient partie du programme de mise en oeuvre du Cycle d'Uruguay. Le BITV recherchait, attendait et demandait une libéralisation conformément aux engagements acceptés par les Membres de l'OMC en vertu de l'ATV. Les membres du BITV ne cherchaient pas à renégocier l'Accord. En outre, le Conseil du commerce des marchandises pouvait certes examiner diverses questions en rapport avec le commerce international des textiles, mais priorité devait être accordée aux aspects susceptibles de contribuer à la libéralisation des échanges conformément à l'ATV, et aux éléments qui avaient fait obstacle ou pourraient faire obstacle au commerce tout en étant incompatibles avec les dispositions de l'ATV. Les membres du Bureau tiendraient naturellement à insister sur différents éléments en fonction de leurs priorités respectives.

1.10 Le représentant de la Norvège a déclaré que sa délégation trouvait intéressante la proposition du Pakistan tendant à ce que le Conseil du commerce des marchandises procède à un examen approfondi de la mise en oeuvre de l'ATV dans le cadre de la préparation de l'examen général de la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay à la Conférence ministérielle de Singapour. Un débat constructif et non conflictuel sur l'ATV serait une contribution importante du point de vue des Membres qui aspiraient ensemble à équilibrer le programme de la Conférence. S'il était clair que le Conseil du commerce des marchandises était l'organe approprié pour effectuer en dernière analyse cet examen, celui-ci devrait être conduit de la façon la mieux documentée possible. A cet égard, et afin d'éviter les doubles emplois inutiles, la Norvège pensait qu'il serait préférable pour les Membres de disposer du rapport de l'OSpT comme base de discussion sur les points relevant de la compétence de l'Organe, dans la compétence et l'intégrité duquel la Norvège avait toute confiance. Sur les questions ne relevant pas de la compétence de l'OSpT, sa délégation pensait que le Conseil pourrait effectivement engager un débat. Toutefois, il conviendrait de réfléchir avec soin à la façon d'organiser ce débat dans les meilleures conditions, y compris les thèmes à couvrir.

1.11 Le représentant de la Suisse, tout en soulignant que la discussion ne se situait pas dans le cadre du paragraphe 11 de l'article 8 de l'ATV, a estimé qu'il serait très utile pour le Conseil du commerce des marchandises d'examiner les différentes communications qui lui étaient soumises. Sa délégation estimait aussi que l'examen dans le cadre du Conseil était pleinement justifié dans la mesure où il porterait sur le fonctionnement de l'ATV et sur certaines questions horizontales relatives, par exemple, aux textiles et à des éléments de l'accès aux marchés, des règles d'origine ou des mesures prises pour des raisons de balance des paiements. En même temps, sa délégation estimait qu'il serait prématuré de procéder à un débat définitif sur la mise en oeuvre de l'ATV sans avoir examiné le rapport de l'OSpT, auquel avait été conféré le mandat de surveiller la mise en oeuvre de l'ATV. Sa délégation partait donc du principe que s'il était disponible, ce rapport devrait servir de base de discussion au Conseil du commerce des marchandises. La Suisse pensait que les disciplines et arrangements institutionnels concernant l'ATV étaient le résultat de négociations difficiles et devaient être considérés dans le contexte global des résultats du Cycle d'Uruguay. Tous les Membres de l'OMC avaient accepté l'Accord de Marrakech instituant l'OMC en considérant cela comme un ensemble de résultats équilibré. Au terme de près de deux ans de mise en oeuvre et à la lumière de l'expérience acquise, il était fort compréhensible que des Membres puissent souhaiter revenir sur un certain nombre de points. Toutefois, il devait être clairement entendu que tout amendement à l'ensemble de résultats du Cycle d'Uruguay devait faire l'objet d'un consensus. Pour pouvoir procéder à une analyse sérieuse et constructive le moment venu, il serait utile que les Membres ayant fait des contributions clarifient les différents éléments de leurs communications respectives.

1.12 Le Conseil a procédé ensuite à l'examen des éléments figurant dans la communication du Pakistan:

¹Distribué en annexe au présent compte rendu à la demande des membres du BITV.

i) Programmes d'intégration

1.13 Le représentant du Pakistan a fait valoir que l'objectif fondamental du processus était de veiller à la mise en oeuvre complète et scrupuleuse de l'ATV, qui reflétait les intérêts de toutes les parties concernées. Le deuxième paragraphe du préambule de l'ATV établissait le lien entre l'élimination progressive des restrictions appliquées au titre de l'AMF et le mécanisme d'intégration dans l'ATV. En avril 1989, le Comité des négociations commerciales (TNC) avait disposé dans une décision que ces "modalités du processus d'intégration ... devraient, entre autres choses, couvrir l'élimination progressive des restrictions appliquées au titre de l'Arrangement multifibres". L'ATV soulignait aussi que le processus d'intégration devrait avoir un caractère progressif. Il était regrettable que la première étape des programmes d'intégration des Membres appliquant des restrictions au titre de l'AMF n'ait pas inclus de produit soumis à limitation au titre de l'AMF, à l'exception d'un produit pour un Membre. Dans ce contexte, l'intervenant a appelé l'attention sur un rapport de l'OSpT portant la cote G/TMB/R/6, où il était dit ceci:

"Nonobstant les dispositions des paragraphes 6 et 7 de l'article 2, l'OSpT n'ignorait pas que les produits ainsi intégrés n'étaient pas soumis, avant leur intégration dans le GATT de 1994, à des restrictions quantitatives notifiées en application du paragraphe 1 de l'article 2."

1.14 Dans la première étape, les Etats-Unis avaient intégré en volume 16,2 pour cent du niveau de base de leurs importations. Les produits ainsi intégrés comprenaient des filés et tissus pour 62,4 pour cent, des articles confectionnés pour 25,8 pour cent et des vêtements pour 11,8 pour cent. La valeur des produits intégrés ne représentait que 6,9 pour cent de celle des importations. Pour les Communautés, le volume des produits intégrés représentait 16,4 pour cent du volume total et comprenait des filés et tissus pour 76,5 pour cent, des articles confectionnés pour 21,2 pour cent et des vêtements pour 2,3 pour cent; en valeur, ces produits représentaient 8,7 pour cent des importations. Pour le Canada, la part en volume des produits intégrés s'élevait à 16,3 pour cent et y figuraient des filés et tissus pour 85,3 pour cent, des articles confectionnés pour 7,8 pour cent et des vêtements pour 6,9 pour cent. Pour la Norvège, le volume des produits intégrés représentait 16,3 pour cent, les produits concernés étant des filés et tissus pour 95,1 pour cent, des articles confectionnés pour 4 pour cent et des vêtements pour 0,9 pour cent; la valeur des produits intégrés représentait 7,4 pour cent de celle des produits importés. S'il appartenait au Membre concerné de choisir les produits à intégrer, la mise en oeuvre de tout accord devait toutefois se faire d'une manière compatible avec ses objectifs globaux. L'objectif global de l'ATV était l'intégration progressive des produits faisant l'objet de limitations de sorte qu'à la fin de la période de dix ans tout le commerce des textiles soit assujéti à la discipline des règles de l'OMC.

1.15 L'accès aux marchés prévu dans le cadre des programmes d'intégration susmentionnés avait été minime et en grande partie illusoire. Il était à craindre que la deuxième étape des programmes d'intégration ressemble à la première. En outre, la délégation pakistanaise croyait comprendre qu'un important partenaire commercial pourrait proposer de lier la deuxième étape de ses programmes d'intégration à d'autres ouvertures de marchés réciproques. Cette exigence n'était compatible ni avec l'esprit ni avec la lettre de l'ATV, ni d'ailleurs avec l'ensemble des accords conclus à Marrakech. Cette forme d'"intégration symbolique" remettait en question et compromettait le mécanisme d'intégration prévu dans l'ATV. Si cela continuait d'être la règle et non l'exception, à la fin de la période de dix ans les Membres exportateurs risquaient de s'entendre dire qu'il était économiquement et politiquement difficile pour les pays importateurs de tenir leurs engagements de parvenir à l'intégration complète à la fin de la période. En conséquence, l'intervenant demandait aux partenaires commerciaux de réfléchir mûrement afin de prévoir, pour la deuxième étape, des programmes d'intégration contenant un élément assez important de libéralisation et d'intégration des produits actuellement soumis à des restrictions héritées de l'AMF.

1.16 Le représentant de Hong Kong a déclaré que la mise en oeuvre de l'ATV devait être évaluée en se référant à l'objectif ultime de la libéralisation. L'ATV représentait un équilibre d'intérêts soigneusement construit qui conduisait progressivement à la libéralisation. Des étapes d'intégration claires étaient envisagées dans l'ATV et pour être crédibles les programmes d'intégration en question devaient être significatifs du point de vue commercial. Le fait que les chiffres du volume des produits intégrés dans la première étape fût de loin supérieur aux chiffres de leur valeur démontrait clairement un manque de sincérité dans la mise en oeuvre des engagements au regard de l'ATV. L'intervenant a fait une comparaison entre l'intégration et le recours à l'article 6 de l'ATV relatif au "Mécanisme de sauvegarde transitoire": dans la première étape du processus d'intégration, au 1er janvier 1995 le seul produit libéré était les "gants de travail" au Canada. La valeur totale des importations canadiennes de ganterie de coton et de fibres synthétiques correspondant aux positions 6116.92 et 93 du Tarif douanier représentait environ 23,25 millions de dollars canadiens - soit approximativement 18 millions de dollars EU. Depuis janvier 1995, le mécanisme de sauvegarde prévu à l'article 6 de l'ATV avait été invoqué par un important pays importateur à 25 reprises. De nouvelles limitations quantitatives avaient été établies dans onze des 25 cas dans le cadre de prétendus règlements bilatéraux, avec le résultat net que les nouvelles limitations couvraient une valeur commerciale construite de 1,7 milliard de dollars EU par an. Une comparaison entre le chiffre des échanges commerciaux libérés par intégration depuis janvier 1995 et celui des échanges commerciaux soumis à de nouvelles restrictions durant la même période montrait donc que le second était presque 100 fois supérieur au premier. On pouvait certes faire valoir que la comparaison était simpliste, mais les chiffres étaient éloquentes et ils ne rendaient pas crédible l'affirmation selon laquelle l'ATV avait été scrupuleusement mis en oeuvre.

1.17 Bien que sa délégation ait été avisée que le Canada envisageait de libéraliser des catégories supplémentaires, elle estimait aujourd'hui que pour Hong Kong, 80 pour cent environ des produits actuellement assujettis à des restrictions continueraient à faire l'objet de limitations jusqu'en l'an 2005. Dans le cas des Etats-Unis, selon les calculs, jusqu'à 89 pour cent des importations en provenance de Hong Kong qui étaient actuellement assujetties à des restrictions continueraient à faire l'objet de limitations jusqu'en l'an 2005. En revanche, Hong Kong ne soumettait pas à de telles restrictions les importations de textiles et de vêtements en provenance des Etats-Unis, ni d'ailleurs d'où que ce soit d'autre, ce qui ne conférait pas grande crédibilité aux plaintes des Etats-Unis concernant l'accès aux marchés. De tels programmes d'intégration n'étaient pas propices à une libéralisation progressive du commerce et ils n'auguraient pas bien d'un retour en douceur du secteur des textiles aux règles du GATT/de l'OMC.

1.18 Le représentant du Japon a dit que sa délégation partageait le point de vue des Communautés, des Etats-Unis, de la Norvège et de la Suisse quant au fait que le Conseil du commerce des marchandises ne devrait pas débattre à ce stade des questions que l'OSpT examinerait. L'argument était d'autant plus valable que le Conseil avait demandé à l'OSpT d'établir un rapport sur la mise en oeuvre de l'ATV. Rien n'empêchait le Conseil d'examiner n'importe quelle question en rapport avec l'ATV, mais le fait d'entreprendre des travaux en parallèle risquerait d'introduire la confusion et il serait plus constructif et plus utile que le débat sur cette question soit reporté en attendant que le rapport de l'OSpT soit disponible.

1.19 Le représentant de l'Inde a déclaré que comme sa délégation l'avait indiqué à la réunion du Conseil du commerce des marchandises le 5 juillet 1996, elle craignait que les dispositions de l'ATV ne soient pas mises en oeuvre de manière équitable et appropriée. Même si l'ATV ne répondait pas aux attentes de nombreux Membres, il représentait toutefois un engagement négocié de prendre en compte des préoccupations essentielles concernant le commerce dans ce secteur. D'autres délégations avaient fait observer que la mise en oeuvre de cet accord n'avait pas été satisfaisante du point de vue de la majorité des pays en développement exportateurs. Cet aspect préoccupait beaucoup l'Inde, compte tenu du rôle central du secteur des textiles dans les recettes d'exportation du pays, et vu aussi l'importance de ce secteur pour l'emploi et ses ramifications sociales concomitantes. La délégation

indienne considérait que l'ATV fournissait un mécanisme permettant d'intégrer le commerce des textiles et des vêtements dans le cadre des disciplines multilatérales du système de l'OMC et elle voyait dans l'Accord le modèle d'un système fondé sur des règles plutôt que sur des rapports de force.

1.20 Toutefois, si elle examinait en détail la mise en oeuvre de l'ATV la délégation indienne constatait qu'au lieu de la règle du droit, dans sa lettre comme dans son esprit, c'étaient les attitudes traditionnelles du système restrictif et unilatéral de l'AMF qui continuaient de prévaloir. Voilà quelle était la situation en dépit des disciplines contenues dans les dispositions négociées de l'ATV.

1.21 Le représentant de la Thaïlande, s'exprimant au nom des membres de l'ANASE, a rappelé la prémisse fondamentale de l'ATV, à savoir que l'intégration progressive devait contribuer de façon notable à la libéralisation du commerce dans le secteur des textiles et des vêtements. Il n'était pas exagéré de dire que la première étape du processus d'intégration dans les quatre principaux pays importateurs avait confirmé les craintes exprimées par de nombreux pays durant les négociations du Cycle d'Uruguay. En effet, leurs programmes de mise en oeuvre ne contenaient pas de produits significatifs du point de vue commercial pour les membres de l'ANASE et ils ne reflétaient pas la volonté politique requise. Il était extrêmement préoccupant que les programmes d'intégration mis en oeuvre jusqu'à présent n'aient pas conduit à une libéralisation notable des restrictions en vigueur et qu'ils n'aient pas eu d'effet sur le commerce mondial des textiles et des vêtements. Les deux principaux importateurs avaient semblé indiquer leur intention de retarder l'intégration des produits contingentés dans toute la mesure permise aux termes de l'ATV. Si telle était bien leur intention, cela signifierait que jusqu'à 89 pour cent de contingents notables pour les vêtements seraient maintenus jusqu'en 2005. Même s'il était prévu une période de dix ans pour l'élimination progressive des contingents, les importateurs préféraient opter pour un ajustement de dernière minute qui aurait des effets traumatisants sur leurs propres branches de production. La démarche de certains pays importateurs qui consistait à offrir une intégration plus significative en échange d'un plus large accès aux marchés dans les pays en développement n'était pas justifiée. Lors du Cycle d'Uruguay, les pays en développement avaient fait des efforts substantiels pour faire des offres notables et satisfaisantes concernant les produits industriels. Il n'était donc pas raisonnable d'introduire des conditions qui entravaient l'exécution des engagements relatifs aux textiles.

1.22 L'ANASE savait que certains des pays importateurs prenaient pour argument qu'ils avaient satisfait aux prescriptions juridiques de l'ATV. Au sens juridique strict, les prescriptions techniques essentielles avaient été satisfaites. Toutefois, le champ d'application de l'ATV incluait un certain nombre de produits qui n'avaient pas été assujettis au régime de l'AMF. L'intégration dans l'ATV avait pour but d'éliminer progressivement les restrictions appliquées au titre de l'AMF et il était regrettable que la première étape des programmes d'intégration de certains pays importateurs n'ait éliminé aucune des restrictions existantes. L'ANASE estimait que l'objet même de la période transitoire impliquait l'élimination substantielle de restrictions à chaque étape et elle souhaitait instamment que pour la deuxième étape les programmes d'intégration prévoient une combinaison judicieuse de produits soumis et non soumis à limitation et une proportion équilibrée de produits sensibles et non sensibles, avec une part plus large pour les vêtements. Des programmes d'intégration en ce sens assureraient une transition en douceur du système actuel aux disciplines du GATT/de l'OMC et ils étaient dans l'intérêt des pays qui appliquaient des mesures de limitation comme des pays exportateurs.

1.23 Le représentant de la Norvège a déclaré que son pays tiendrait les engagements qu'il avait contractés au regard de l'ATV. Son gouvernement avait procédé à l'élimination de restrictions au-delà de ses obligations et en outre il étudiait le rythme de la poursuite du processus de libéralisation.

1.24 Le représentant du Canada a dit que sa délégation jugeait le débat important et qu'elle y participerait pleinement et sérieusement. Le Canada reconnaissait que le Conseil du commerce des marchandises avait le rôle et le droit d'examiner ces questions, mais il ne voulait pas non plus perdre

de vue les responsabilités de l'OSpT au regard de l'ATV. Il pourrait être procédé à un débat plus fructueux sur un certain nombre de ces questions quand le rapport de l'OSpT serait disponible. En ce qui concerne le programme d'intégration, le gouvernement canadien entendait s'acquitter pleinement de ses obligations au regard de l'ATV en intégrant complètement ce secteur dans le délai requis. A ce propos, il importait aussi de tenir compte de l'impact de l'accélération des coefficients de croissance et de son effet notable du point de vue de la libéralisation effective du commerce. L'intervenant espérait que rien de ce qui aurait été dit à la présente réunion ne serait interprété par certains dans les pays importateurs comme un signe que les efforts collectifs pourraient échouer.

1.25 Lorsqu'on examinait l'intégration et les effets pratiques des modalités d'intégration de ce secteur et de libéralisation du commerce, il fallait aussi tenir compte des facteurs d'accélération des coefficients de croissance prévus dans l'ATV. Sur le marché canadien, ces coefficients de croissance allaient avoir un impact tout à fait notable en termes de libéralisation pratique et une influence réelle sur les effets concrets des contingents au fur et à mesure de la réalisation du processus d'intégration. En conséquence, pour faire une analyse exacte il faudrait aussi examiner l'effet des coefficients de croissance sur l'intégration. En réponse aux observations du représentant de Hong Kong concernant la deuxième étape du processus d'intégration, l'intervenant a dit qu'il n'était pas en mesure de donner des renseignements additionnels. Les autorités de son pays étaient en train d'examiner la question avec divers groupes d'intérêt concernés au Canada.

1.26 La représentante des Etats-Unis a dit qu'elle souscrivait à certaines des explications de la Norvège et qu'elle appuyait en particulier les observations du Canada concernant les coefficients de croissance. Un problème réel était posé en ce sens que les pays exportateurs négligeaient le fait que les coefficients de croissance majorés continueraient à progresser avec la libéralisation des contingents. Les Etats-Unis avaient choisi les produits qui seraient intégrés à toutes les étapes. Toutes ces décisions en matière d'intégration étaient conformes aux prescriptions de l'article 2 de l'ATV et à l'approche suivie par d'autres pays pour conserver le droit de maintenir des contingents pour les produits considérés comme sensibles. Le gouvernement des Etats-Unis avait apporté une certitude au commerce en décidant ce qui allait être intégré au cours des dix années à venir. La décision avait été prise après trois jours de témoignages et d'auditions de la branche de production nationale, d'importateurs, de détaillants et de représentants de pays étrangers, qui avaient tous assuré qu'ils voulaient une certitude. Il existait des produits sensibles qui seraient intégrés tout à la fin parce que les dispositions réglementaires le voulaient ainsi. Toutefois, il était intéressant de noter que certains de ces produits considérés aujourd'hui comme sensibles ne le seraient plus au moment de leur intégration, tandis que certains articles intégrés d'emblée étaient devenus aujourd'hui très sensibles. Il était à souligner qu'aucun pays ne s'était plaint à l'OSpT de la manière dont les Etats-Unis avaient conduit la première étape du processus d'intégration.

1.27 Le représentant de la Suisse a rappelé que sa délégation avait dit durant le Cycle d'Uruguay que le processus d'intégration envisagé dans l'ATV conduirait à une restructuration du secteur des textiles et des vêtements vers la fin de la période transitoire. La première étape du processus d'intégration confirmait ce que tous les Membres auraient pu raisonnablement prévoir quand l'ATV a été adopté à Marrakech. Malgré cela, la situation était inquiétante. Un examen des programmes d'intégration était donc tout à fait justifié, comme le confirmait le paragraphe 11 de l'article 8 de l'ATV. Cette question méritait d'être traitée avec beaucoup de sérieux.

1.28 Le représentant de l'Argentine a dit que l'une des raisons pour lesquelles il existait des disciplines dans le cadre de l'OMC était précisément de permettre la croissance du commerce. Le fait de mêler l'intégration des contingents et le facteur de croissance ne semblait donc pas raisonnable à sa délégation. En ce qui concerne le facteur de croissance des échanges commerciaux, certains accords contenaient des éléments qui indiquaient l'esprit et la lettre de cet élément spécifique, à savoir le paragraphe 6 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXVIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et le paragraphe 13 de l'article 6 de l'ATV.

1.29 Le représentant des Communautés européennes a réaffirmé que le choix des produits à intégrer à chaque étape intermédiaire était laissé à la latitude de chaque Membre de l'OMC. La plupart des produits intégrés dans la première étape étaient pris sur une liste qui avait été communiquée par un organe représentant les pays exportateurs. Pour la deuxième étape, la Commission avait invité toutes les parties intéressées, y compris les pays tiers, à présenter leurs vues avant de commencer à finaliser une proposition à l'intention du Conseil des ministres. La Commission avait consulté tous les grands pays exportateurs et elle continuait à consulter les autres pays exportateurs afin de mieux comprendre leurs positions. En ce qui concerne le moment où la proposition de la Commission serait soumise au Conseil des ministres, on pouvait prévoir qu'il interviendrait à l'automne. Toutefois, la délégation considérait qu'il était légitime de demander ce que tous les pays exportateurs étaient préparés à contribuer, en termes concrets, à la libéralisation mondiale du commerce des textiles et des vêtements.

1.30 Le représentant du Pakistan, notant avec intérêt et comme un signe encourageant que les pays importateurs entendaient atteindre les objectifs de l'ATV conformément au calendrier prévu dans l'Accord, s'est dit préoccupé par certains des points qui avaient été soulevés. Premièrement, il était clair que les responsabilités respectives du Conseil du commerce des marchandises et de l'OSpT étaient clairement énoncées dans l'ATV et que les deux organes devaient s'acquitter de ces responsabilités. Le Conseil du commerce des marchandises avait, en outre, la responsabilité d'entreprendre un examen de la mise en oeuvre de l'ATV conformément à l'article IV de l'Accord de Marrakech. En conséquence, on pourrait difficilement soutenir qu'il fallait éviter de procéder à l'examen de certaines questions parce que l'OSpT n'avait pas eu l'opportunité d'entreprendre un examen préalable. Un organe plus large représentant les gouvernements ne pouvait pas être contraint par un organe plus restreint de dix membres qui siégeaient à titre personnel. Deuxièmement, en ce qui concerne le point de savoir ce que les pays exportateurs étaient préparés à faire pour contribuer à la libéralisation, ces pays avaient déjà fait cette contribution et ils étaient préoccupés par les demandes de réciprocité supplémentaire. Cela était contraire à l'esprit et à la lettre de l'ATV. Quant à l'argument des Etats-Unis selon lequel leur programme d'intégration avait apporté une certitude au commerce, l'intervenant a relevé que ce programme aurait pu être élaboré aussi en consultation avec les pays producteurs de coton, par exemple, comme le prévoyait le paragraphe 4 de l'article premier de l'Accord. Cela aurait apporté non seulement une certitude, mais aussi une satisfaction à certains des grands et moins grands pays exportateurs. En ce qui concerne enfin les observations relatives aux processus concomitants de libéralisation et d'expansion des contingents, l'ATV indiquait clairement que les deux processus devaient se dérouler simultanément, et que l'un ne pouvait pas être utilisé pour refuser l'autre.

1.31 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note des déclarations.

ii) Recours à des sauvegardes transitoires

1.32 Le représentant de l'Inde a dit que l'ATV prévoyait un mécanisme de sauvegarde pendant la période transitoire, qui devait être appliqué "avec la plus grande modération possible" et "en conformité avec les dispositions" de l'article 6 de l'Accord et de "la mise en oeuvre effective du processus d'intégration résultant du présent accord". Le Conseil avait déjà entendu à quel point la mise en oeuvre du processus d'intégration dans le cadre de l'ATV avait été inadéquate jusqu'ici.

1.33 La sauvegarde transitoire avait été conçue comme une mesure exceptionnelle pouvant être appliquée pendant la période transitoire aux produits non encore intégrés dans le cadre du GATT. Ce mécanisme était exceptionnel puisque, de par sa nature sélective, il constituait une dérogation au système NPF de sauvegardes du GATT. De plus, comme les restrictions discriminatoires héritées du régime de l'AMF seraient maintenues tant que les produits n'auraient pas été intégrés dans le cadre du GATT, il avait été jugé désirable de prévenir des additions à ces restrictions sauf si les circonstances justifiaient réellement le recours à des sauvegardes transitoires.

1.34 Il était à noter que durant la première année d'application de l'ATV, seul un Membre de l'OMC avait notifié qu'il se prévalait du mécanisme de sauvegarde transitoire et cela concernait 24 mesures décidées en l'espace de quelques mois à l'encontre de pas moins de 14 Membres de l'OMC qui étaient tous des pays en développement. Voilà ce qu'il en était de l'usage modéré de cette mesure exceptionnelle. Ces notifications avaient été dûment examinées par l'OSpT. Pour sept de ces mesures soumises à l'OSpT sous forme de différends, dans trois cas la mesure a été annulée après que l'Organe a estimé qu'elle n'était pas justifiée. Trois mesures ont été portées devant l'Organe de règlement des différends et deux d'entre elles sont actuellement examinées par des groupes spéciaux. C'était un bilan alarmant pour des mesures de sauvegarde transitoires et il fallait en tenir compte quand on examinait la mise en oeuvre des dispositions de l'article 6 de l'ATV. La désinvolture avec laquelle l'article 6 avait été invoqué en l'occurrence était également confirmée par le fait que dans sept cas les mesures avaient été prises et annulées avant même que l'OSpT ait pu les examiner.

1.35 Il était particulièrement préoccupant pour sa délégation qu'il ait été recouru au mécanisme de sauvegarde transitoire sans prendre en considération si la mesure avait pour objet d'éviter un préjudice grave, ou la menace réelle d'un préjudice grave, à la branche de production nationale à protéger. La distinction entre ces deux situations était clairement envisagée dans les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 6 de l'ATV, qui énonçait les conditions spécifiques entrant dans la détermination de l'existence d'une menace. En conséquence, le Membre ayant recouru au mécanisme avait considéré que les deux situations étaient interchangeables et introduit ainsi la confusion dans cette distinction claire. Lorsqu'il avait examiné cette situation l'OSpT, qui était tenu d'examiner si les mesures en question étaient conformes aux dispositions de l'Accord, n'avait pas relevé cette incohérence.

1.36 Les dispositions de l'article 6 de l'ATV prévoyaient la prise en compte de "renseignements factuels précis et pertinents" pour fonder la détermination en rapport avec l'application de la mesure de sauvegarde transitoire et la présentation d'une demande de consultations. Ces renseignements ne pouvaient pas, toutefois, être modifiés par des renseignements additionnels tirés de la période postérieure à la demande de consultations. La délégation indienne notait avec préoccupation que cette disposition de l'article 6 avait aussi été remise en cause par le Membre concerné puisqu'il avait justifié sa détermination à l'aide de renseignements nouveaux tirés de la période postérieure à la date de présentation de la demande de consultations. Il était préoccupant encore que cette méthode qui consistait à modifier des renseignements factuels - ce que le Membre justifiait en affirmant qu'il s'agissait de "renseignements pertinents supplémentaires" - n'ait pas été rejetée par l'organe qui a examiné les différends concernant des mesures de sauvegarde transitoires.

1.37 Le recours quasi systématique au mécanisme de sauvegarde transitoire prévu à l'article 6 de l'ATV avait violé l'engagement pris vis-à-vis de la mise en oeuvre de cette disposition importante de l'Accord. Les mesures en question semblaient avoir été prises sans un examen attentif des faits et sans une évaluation appropriée de l'existence d'un préjudice grave pour la branche de production nationale. En fait, ces mesures avaient perpétué le legs protectionniste du régime de l'AMF et elles allaient directement à l'encontre de l'"objectif de libéralisation accrue du commerce" si éloquemment promis dans le préambule de l'ATV.

1.38 La représentante des Etats-Unis a fait valoir que l'expression "appliqué avec [...] modération" ne signifiait pas que quand la mesure de sauvegarde était justifiée son gouvernement ne pouvait pas agir. Toutes les mesures décidées par les Etats-Unis étaient compatibles avec les procédures prévues dans l'ATV et étaient justifiées. Durant la première moitié de 1995, les importations des Etats-Unis avaient augmenté très rapidement et beaucoup des mesures prises avaient été la reconduction de mesures dans le cadre de l'OMC. Depuis, la croissance incontrôlée s'était considérablement ralentie. Au cours des huit ou neuf derniers mois une seule mesure avait été prise parce qu'il y avait eu un ajustement plus ordonné du commerce. Les dispositions relatives aux coefficients de croissance majorés avaient également permis une plus grande disponibilité des contingents. Ces éléments et les circonstances propres

au premier semestre de 1995 devaient également être pris en considération lorsqu'il était fait référence au nombre des mesures prises. D'autres Membres pouvaient aussi recourir à des mesures de sauvegarde en fonction des conditions sur leurs propres marchés; ce droit était reconnu à tous les Membres dans le cadre de l'ATV. En ce qui concerne le fait que certaines des mesures aient été annulées, parfois suite à la recommandation de l'OSpT, l'intervenante a dit qu'une mesure était prise pour laisser aux échanges commerciaux le temps de s'ajuster et pour prévenir une désorganisation du marché des Etats-Unis; une fois cela fait, la mesure était levée. La recommandation de l'OSpT avait également été prise en compte. Les Etats-Unis avaient eu recours au mécanisme de sauvegarde transitoire et ils continueraient à le faire dans l'avenir si la nécessité s'en faisait sentir.

1.39 Le représentant de Sri Lanka a dit qu'il souscrivait aux vues reflétées dans le document G/L/92 en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'ATV et en particulier le recours aux sauvegardes transitoires. Les textiles et les vêtements étaient des domaines d'intérêt essentiels pour Sri Lanka puisque les exportations de ces produits représentaient près de la moitié des recettes en devises du pays et assuraient, directement ou indirectement, un demi-million d'emplois. Durant la première année de mise en oeuvre de l'ATV, Sri Lanka avait été victime de l'application injustifiable des dispositions en matière de sauvegarde transitoire prévues au paragraphe 1 de l'article 6 de l'ATV, ce qui avait sérieusement désorganisé sa branche de production. Cela était contraire aux objectifs de l'ATV, qui stipulait que ces mesures devaient être appliquées avec la plus grande modération possible. Bien que Sri Lanka soit le plus petit fournisseur, elle avait été touchée par ces mesures très peu de temps après l'entrée en vigueur de l'ATV. Bien que la situation ait été rectifiée par la suite, elle montrait néanmoins qu'il importait de veiller au respect des objectifs de l'Accord. La délégation sri-lankaise estimait que les préoccupations exprimées par le représentant du Pakistan sur divers points relatifs à la mise en oeuvre de l'ATV étaient justifiées et qu'en conséquence elles méritaient d'être examinées au plus haut niveau et d'être transmises à la Conférence ministérielle de Singapour dans le rapport du Conseil du commerce des marchandises.

1.40 La représentante des Etats-Unis a fait valoir que Sri Lanka était convenue, lors de consultations bilatérales avec les Etats-Unis, qu'une limitation visant un produit de la catégorie 670-L était justifiée. A la demande de Sri Lanka, son gouvernement avait examiné le cas et annulé la mesure.

1.41 Le représentant de Hong Kong a dit que la proportion élevée des mesures de sauvegarde transitoires qui étaient retirées montrait que les mesures étaient prises sur une base fragile.

1.42 Le représentant du Canada a déclaré que son pays n'avait pas eu recours au mécanisme de sauvegarde transitoire. Le Canada n'avait pas subi de pression à cet effet, mais il jugeait la disposition en question importante car elle l'aiderait à avancer dans le processus d'intégration dans un climat de confiance accrue. Au demeurant, l'effet global des mesures prises semblait ne pas être décourageant pour l'avenir du processus d'intégration et l'efficacité de l'ATV et de l'OSpT.

1.43 Le représentant du Pakistan a dit que sa délégation était parvenue à la conclusion inverse. Comme la représentante des Etats-Unis l'avait confirmé, les mesures de sauvegarde transitoires avaient conduit à la stabilisation du commerce, ce qui était une autre façon de dire que le processus de libéralisation était stoppé. Le représentant de Hong Kong avait mentionné que les nouvelles limitations dans le cadre du mécanisme de sauvegarde transitoire avaient affecté des échanges commerciaux d'une valeur de 1,7 milliard de dollars EU. Les mesures de sauvegarde transitoires appliquées ne serait-ce que par un seul pays importateur avaient donc eu pour effet de freiner notablement le processus de libéralisation.

1.44 Le représentant de Hong Kong a dit qu'au vu des événements ou de l'absence d'événements des derniers mois, on pouvait peut-être comprendre la position du représentant du Canada. Toutefois, les leçons en question avaient été apprises aux dépens de certains Membres dont le commerce avait sérieusement souffert dans les secteurs de produits concernés.

1.45 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note des déclarations.

iii) Arrangements convenus au niveau bilatéral

1.46 Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation tenait à parler d'une question liée au mécanisme de sauvegarde provisoire prévu dans l'ATV, à savoir les limitations convenues au niveau bilatéral découlant des dispositions du paragraphe 9 de l'article 6 de l'Accord. Un principe fondamental de l'ATV consistait à renforcer les disciplines multilatérales dans le domaine du commerce des textiles, afin d'intégrer finalement ce secteur dans le cadre des règles normales du GATT/de l'OMC. L'importance que le régime de l'AMF accordait antérieurement aux arrangements bilatéraux n'avait pas été reprise dans l'ATV et, dans le contexte limité dans lequel des arrangements bilatéraux pouvaient être conclus, il avait été spécifiquement demandé à l'OSpT de "déterminer si l'accord est justifié conformément aux dispositions du présent article".

1.47 D'après les examens auxquels l'OSpT avait procédé dans ce domaine et dans la mesure où la délégation indienne pouvait comprendre le raisonnement justifiant les conclusions de l'Organe, il semblerait que les niveaux des limitations convenus aient été considérablement supérieurs aux niveaux de limitation de la période de référence causant prétendument un préjudice grave, ce qui était la raison prévue pour recourir à la mesure de sauvegarde transitoire elle-même. Du point de vue de la délégation indienne, si le Membre qui appliquait la mesure pouvait absorber des niveaux d'importations supérieurs en provenance des sources avec lesquelles il avait conclu ces arrangements bilatéraux, alors nécessairement sa détermination initiale de l'existence d'un préjudice grave sur la base des niveaux de référence était fallacieuse. Cet élément pouvait être observé dans huit des mesures examinées en 1995 où des arrangements bilatéraux ont été conclus dans le cadre de l'article 6 de l'ATV. Sa délégation tenait à exprimer sa préoccupation vis-à-vis de cette situation qui était en fait une dérogation aux dispositions pertinentes de l'Accord. En outre, pour certains des accords notifiés une justification concernant l'application de doubles limitations pour des produits de même catégorie avait été présentée. La pratique en question était contraire aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6 de l'ATV et elle aurait dû être prise en considération par l'organe chargé de déterminer si l'accord en question était justifié "conformément aux dispositions du présent article".

1.48 Ces sujets de préoccupation sérieux étaient soulevés afin de voir comment le Conseil du commerce des marchandises pourrait par un moyen approprié les porter à la connaissance des Ministres à la Conférence ministérielle de Singapour. Du point de vue de sa délégation la question était d'importance car les Ministres pourraient vouloir examiner les moyens de prévenir qu'il soit de nouveau fait recours sans discernement au mécanisme de sauvegarde transitoire prévu dans l'ATV à l'avenir.

1.49 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note de la déclaration.

iv) Fonctionnement de l'OSpT

1.50 Le représentant de la Thaïlande, s'exprimant au nom des membres de l'ANASE, a dit que l'OSpT avait été chargé de superviser la mise en oeuvre de l'Accord et d'examiner les mesures prises en vertu de ses dispositions et leur conformité avec celles-ci. Il était également prévu que l'OSpT serait la première instance pour le règlement des différends entre Membres de l'OMC découlant de la mise en oeuvre de l'Accord.

1.51 En ce qui concerne les résultats obtenus par l'OSpT, rétrospectivement, l'Organe avait consacré une grande partie du premier semestre de 1995 à élaborer ses procédures de travail. Dès le 1er mars 1995, il avait commencé à recevoir quantité de notifications de base présentées par les Membres. Toutefois, ses travaux et son attention avaient initialement été concentrés sur l'examen d'un grand nombre de mesures de sauvegarde transitoires qui avaient absorbé une part considérable de son temps. L'OSpT avait fait un travail énorme, peut-être à la limite de ses capacités. L'ANASE tenait à reconnaître que l'OSpT avait réussi, grâce à l'approche systématique qu'il avait suivie, à établir certaines normes en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un préjudice grave. L'établissement de ces normes en rapport avec l'application des critères pertinents avait permis à l'OSpT de donner des orientations aux pays qui voulaient appliquer des mesures de sauvegarde transitoires. À d'autres égards, en revanche, il y avait place pour une amélioration.

1.52 Les problèmes liés au fonctionnement de l'OSpT pouvaient être résumés comme suit: en ce qui concerne le consensus, l'ANASE reconnaissait que la structure de l'Organe et ses règles et procédures internes étaient de telle nature que l'Organe avait été confronté à certains problèmes. Malgré les lacunes indéniables, les membres de l'ANASE comptaient de bonne foi sur l'OSpT pour assurer une mise en oeuvre effective, juste et équitable de l'ATV. Malheureusement, il avait été intrinsèquement difficile à un organe composé de dix membres de parvenir à un consensus pour la présentation de recommandations, notamment en rapport avec l'introduction de mesures de sauvegarde transitoires. En ce qui concerne la transparence, l'ANASE regrettait que les rapports des réunions de l'OSpT aient été fragmentaires et inadéquats. Seuls les Membres qui siégeaient en permanence à l'Organe avaient l'avantage de suivre l'ensemble des travaux de celui-ci, mais les autres Membres n'étaient pas au fait de tous les points de vue et les arguments présentés concernant certains aspects qui pourraient être traités de nouveau à l'avenir. Il était important que l'OSpT fasse savoir sur quelle base et sur quelle argumentation ses recommandations étaient fondées. Une plus grande transparence en ce qui concerne les comptes rendus des réunions assurerait une meilleure compréhension aux Membres, en particulier les pays en développement exportateurs dont les représentants siégeaient à l'Organe pour roulement. Un autre sujet de préoccupation tenait à l'obligation de l'OSpT d'examiner une question et de formuler des constatations concernant la conformité de la mesure ou une recommandation au regard des dispositions de l'ATV. En ce qui concerne l'exercice par les membres de l'Organe de leurs fonctions à titre personnel et les règles de déontologie de l'OSpT, celui-ci était un organe unique dans l'OMC qui, pour conserver la confiance de tous les Membres, devait s'attacher à préserver et à défendre son image et sa crédibilité. Il fallait assurer la participation à titre personnel en appliquant à l'OSpT les règles de déontologie prévues pour d'autres organes et groupes spéciaux de l'OMC afin d'assurer l'impartialité. Une autre source de préoccupation encore était la charge de travail importante de l'OSpT. Les obligations en matière de notification dans le cadre de l'ATV étaient probablement beaucoup plus lourdes que pour tout autre accord de l'OMC. En plus du volume énorme des notifications, l'OSpT avait aussi dû examiner un grand nombre de mesures de sauvegarde impliquant des conflits d'intérêts. L'importance de ces mesures de sauvegarde transitoires avait prévalu sur d'autres questions structurelles. En fait, c'était seulement à l'automne 1995 que l'OSpT avait finalement pu entreprendre un examen systématique de toutes les autres notifications reçues, qui parfois remontaient à mars 1995. L'OSpT avait quand même ses limites matérielles pour s'acquitter de ses multiples tâches, depuis l'examen courant des notifications de base jusqu'à l'étude de questions extrêmement techniques. Pour améliorer son efficacité et pour éviter qu'il ne soit pas surchargé de travail, un mécanisme de vérification semblait nécessaire. Ce mécanisme pourrait s'attacher à assurer la transparence s'agissant des notifications courantes entre les Membres et l'OSpT pourrait ainsi consacrer son énergie et son temps aux questions qui exigeaient un jugement réfléchi et impartial sur des points techniques et juridiques. Il convenait aussi d'appeler l'attention sur le fait qu'il existait dans l'ATV des dispositions qui appelaient de plus amples précisions ou l'établissement de directives pour faciliter et assurer la mise en oeuvre effective de l'Accord. Un mécanisme de vérification pourrait s'occuper plus efficacement de cette question d'interprétation. Les interprétations, faisant autorité, qui étaient des directives juridiques, devraient

servir non seulement à créer une meilleure compréhension en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'ATV, mais aussi contribuer à l'amélioration générale du fonctionnement de l'OSpT.

1.53 Le représentant du Canada a dit qu'il voulait attendre le rapport de l'OSpT avant de faire des observations détaillées sur la question.

1.54 La représentante des Etats-Unis a dit que son pays avait lui aussi des préoccupations dans ce domaine. Sa délégation estimait que l'OSpT avait dans certains cas mal interprété l'ATV et négligé certaines dispositions en rapport avec divers éléments dans les décisions qu'il avait rendues à l'encontre des Etats-Unis. Toutefois, les Etats-Unis appuyaient l'OSpT en tant qu'institution; ils pensaient que l'OSpT était un élément très important de l'OMC et qu'il le resterait. Sans préjuger de leurs vues sur certaines constatations de l'OSpT, les Etats-Unis avaient suivi toutes les recommandations formulées par l'Organe à ce jour, y compris celles qui leur étaient défavorables.

1.55 Le représentant du Japon a dit qu'il pouvait souscrire à certaines des idées exprimées par le représentant de la Thaïlande au nom des membres de l'ANASE. Cependant, il existait des conflits conceptuels entre certaines de ces idées, par exemple s'agissant de l'absence de consensus au sein de l'OSpT et du fait que ses membres y siégeaient à titre personnel. S'il était regrettable qu'en certaines occasions l'OSpT ne soit pas parvenu à un consensus, la raison en était que les membres de l'Organe siégeaient à titre personnel. En ce qui concerne le manque de transparence et les limitations dues à la charge de travail de l'OSpT, comme celui-ci était un organe quasi judiciaire ses rapports devaient être soigneusement rédigés pour maintenir la neutralité. Si une plus grande transparence était demandée, les rapports devraient être plus détaillés, ce qui accroîtrait à son tour la charge de travail de l'OSpT. Le Japon pensait, comme le Canada, qu'il serait plus judicieux d'attendre le rapport de l'OSpT avant que le Conseil du commerce des marchandises s'engage dans un processus d'examen.

1.56 Le représentant du Pakistan a déclaré qu'avant de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, un problème concernant les textiles devait être soulevé au niveau de l'OSpT qui, en tant que mécanisme contentieux, était une exception dans la structure de l'OMC. Cet organe devait donc être crédible. Par expérience, sa délégation n'avait pas ce genre de confiance dans le fonctionnement de l'OSpT. Elle estimait que celui-ci devrait être couvert par le Code de déontologie, au même titre que d'autres organes. L'OSpT devrait faire davantage d'efforts pour parvenir à des conclusions sur les questions qui lui étaient soumises. Si l'OSpT n'approuvait pas l'adoption d'une mesure unilatérale par un pays importateur, cela devrait conduire automatiquement au retrait de la mesure en question. La charge de la preuve incombait à ceux qui cherchaient à restreindre le commerce et non ceux qui réclamaient sa libéralisation, mais ce principe général n'avait pas été appliqué jusqu'à présent ou n'apparaissait pas évident à en juger par les résultats des travaux de l'OSpT. La délégation pakistanaise espérait mettre en place ces disciplines dans les travaux futurs de cet organe.

1.57 Le représentant du Costa Rica a appuyé le document présenté par le Pakistan au nom d'autres délégations également. Il estimait qu'il devrait être procédé à un examen de la mise en oeuvre de l'ATV à la Conférence ministérielle de Singapour sur la base de l'examen effectué dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises. Sa délégation pensait aussi que ce travail devrait débiter immédiatement et qu'il n'était pas nécessaire d'attendre le rapport de l'OSpT. Quantité d'éléments qui étaient couverts dans la communication du Pakistan et qui avaient été relevés durant la brève période de mise en oeuvre de l'ATV avaient préoccupé sa délégation. L'un de ces aspects avait été le fonctionnement de l'OSpT. Cet organe, selon le texte de l'ATV, devait examiner toutes les mesures prises en vertu de l'Accord et leur conformité avec celui-ci, et prendre les autres mesures qui lui incombent expressément en vertu de l'Accord. Bien que l'OSpT ait eu une mission très difficile durant la première année et demie, à certains égards cette mission avait dévié de l'intention initiale et de la lettre de l'ATV. A ce propos, la délégation convenait qu'il y avait place pour des améliorations dans le fonctionnement de l'OSpT. L'incapacité de l'OSpT de parvenir à un consensus en certaines occasions avait suscité de très vives

préoccupations car cela signifiait que l'Organe avait été empêché de s'acquitter de la tâche et du devoir qui lui incombait de formuler des recommandations dans le cadre de l'examen des mesures de sauvegarde prévues à l'article 6 de l'ATV. Cette incapacité de respecter les termes de l'Accord méritait un examen très attentif. Faute de consensus sur ce type de mesures, l'OSpT s'était écarté en certaines occasions des dispositions de l'Accord et avait suggéré que les parties au différend procèdent à d'autres consultations qui n'étaient pas prévues dans l'ATV, ce qui était extrêmement grave. Cela avait non seulement encouragé le bilatéralisme dans les relations commerciales des pays concernés, mais de plus accru les pressions exercées sur le Membre visé par la mesure de restriction. La conséquence en avait aussi été une modification très grave de l'équilibre des droits et obligations consacrés dans le texte de l'Accord. Les Membres de l'OMC avaient parfaitement le droit de veiller à ce que le processus spécifiquement établi dans l'article 6 de l'ATV, qui prévoyait une période de consultations avant l'examen par l'OSpT, soit respecté. Aucune disposition de l'ATV ne pouvait laisser supposer que l'OSpT pourrait prendre la décision de changer la période de consultations en ce qui concerne le mécanisme de sauvegarde transitoire. C'était pourtant ainsi qu'il avait été procédé, en violation flagrante des dispositions de l'article 6 et sans prendre en considération les droits des Membres concernés.

1.58 Le représentant de la Corée a remercié les membres de l'OSpT de leur dévouement et de leurs contributions considérables. Les membres avaient scrupuleusement examiné une montagne de notifications dans un délai limité tout en respectant le programme de réunions mensuelles, à la différence d'autres comités de l'OMC. Toutefois, sa délégation ne pouvait pas nier que la pratique et les procédures de l'OSpT soulevaient certaines préoccupations. Elle estimait que l'examen de ces sujets de préoccupation à la Conférence ministérielle de Singapour induirait un certain élan en faveur de l'amélioration du fonctionnement de l'OSpT et, partant, faciliterait la mise en oeuvre de l'ATV.

1.59 Le représentant d'El Salvador a dit qu'en tant que membre du BITV, son gouvernement souscrivait à ce qui avait été dit au nom du Président du BITV. Il souscrivait aussi à l'observation du représentant du Japon quant à une certaine contradiction possible entre les objectifs de transparence accrue et de réduction de la charge de travail de l'OSpT. Vu l'importance attachée à l'OSpT et à sa transparence, les Membres devaient renforcer la structure de l'OSpT et lui donner davantage de personnel pour lui permettre de s'acquitter de l'obligation importante qui était la sienne, tout en assurant une plus grande transparence.

1.60 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note des déclarations.

v) Traitement des pays les moins avancés

1.61 Le représentant du Bangladesh a dit que l'ATV contenait des dispositions pour le traitement spécial des pays les moins avancés dans le préambule, dans la note de bas de page se rapportant au paragraphe 2 de l'article premier et dans l'article 6:6 a). Ces dispositions devaient être mises en oeuvre scrupuleusement dans l'intérêt de ces pays. L'ATV ne spécifiait pas de modalités précises pour accorder un traitement spécial aux pays les moins avancés, mais une façon d'y parvenir pourrait consister à examiner les contingents en vigueur, y compris des coefficients de croissance plus favorables.

1.62 Dans la Déclaration de Marrakech, les Ministres avaient reconnu qu'il était important de mettre en oeuvre des dispositions spéciales pour les pays les moins avancés et ils avaient affirmé leur intention de continuer de soutenir et de faciliter l'expansion des possibilités offertes à ces pays en matière de commerce et d'investissement. Ils étaient convenus que la Conférence ministérielle et les organes appropriés de l'OMC examineraient périodiquement l'incidence des résultats du Cycle d'Uruguay, en vue de promouvoir des mesures positives qui permettent à ces pays de réaliser leurs objectifs de développement. Bien que près de deux ans se soient écoulés depuis l'entrée en vigueur de l'ATV, aucune information n'avait été donnée sur la mise en oeuvre des dispositions de cet accord en faveur des pays les moins avancés. Les dirigeants du G-7 réunis au Sommet de Lyon avaient déclaré ceci:

"Nous mettrons en oeuvre les dispositions de la Décision de Marrakech sur les mesures en faveur des pays les moins avancés".

1.63 Le Directeur général de l'OMC s'était référé à la marginalisation des pays les moins avancés à l'occasion de la réunion des Ministres du commerce du Forum de coopération économique Asie-Pacifique à Christchurch (Nouvelle-Zélande) et il avait souligné la nécessité d'étendre les avantages de l'intégration mondiale aux pays les moins avancés. A Singapour, les Ministres pourraient se pencher sur ce problème et notamment sur le cas des pays les moins avancés qui exportent des textiles. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil du commerce des marchandises pourrait examiner la situation des pays les moins avancés et formuler des recommandations appropriées. Des mesures positives s'imposaient pour empêcher la marginalisation encore plus grande des pays les moins avancés. L'intégration de ces pays dans le système commercial mondial serait dans l'intérêt de tous les Membres de l'OMC.

1.64 Le représentant du Pérou a dit que l'application des dispositions de l'ATV sur le traitement des petits fournisseurs était un aspect particulièrement intéressant. Sa délégation considérait qu'il importait, en tant que principe général et en conformité avec le paragraphe 18 de l'article 2 de l'ATV, que tous les pays imposant ou maintenant des restrictions présentent, quand cela était nécessaire, une notification indiquant comment ils assuraient l'"amélioration significative de l'accès". Telle était la seule manière possible de déterminer si les dispositions concernant le traitement des petits fournisseurs avaient été effectivement appliquées.

1.65 La représentante des Etats-Unis a déclaré que ses autorités continueraient à respecter leurs obligations vis-à-vis des pays les moins avancés. Les Etats-Unis avaient notifié la formule qu'ils appliquaient conformément à l'article 2:18. En ce qui concerne les observations du représentant du Bangladesh, même si les Etats-Unis maintenaient des limitations sur certaines exportations de textiles en provenance de ce pays, le Bangladesh avait accès avec une liberté inusitée au marché des Etats-Unis et il avait bénéficié de coefficients de croissance des contingents supérieurs à 8 pour cent. En 1995, sur près de 200 fournisseurs des Etats-Unis, le Bangladesh se situait au douzième rang et pour les vêtements il occupait le sixième rang.

1.66 Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation confirmait aussi les engagements qu'elle avait pris vis-à-vis des pays les moins avancés, conformément aux dispositions de l'ATV.

1.67 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note des déclarations.

vi) Intérêts particuliers des pays producteurs de coton

1.68 Le représentant du Pakistan a rappelé qu'aux termes du paragraphe 4 de l'article premier de l'ATV "... il faudrait, en consultation avec les Membres exportateurs producteurs de coton, refléter les intérêts particuliers de ces Membres dans la mise en oeuvre des dispositions du présent accord". Aucune consultation n'avait été demandée ou notifiée aux pays producteurs de coton. Leurs intérêts n'avaient donc pas été reflétés dans la mise en oeuvre des diverses dispositions de l'ATV. La délégation pakistanaise demandait la mise en oeuvre complète de l'engagement contenu dans la disposition en question.

1.69 Le représentant de l'Inde a appuyé la déclaration du représentant du Pakistan.

1.70 Le représentant des Communautés européennes a dit que de l'avis de sa délégation, il serait préférable d'examiner cette question à un stade ultérieur, en particulier à la lumière du rapport de l'OSP.T. En même temps, il tenait à indiquer qu'il n'avait pas été demandé de consultations spécifiques et que,

d'après ce qu'il croyait comprendre, il n'y avait pas non plus d'obligation de notification. Toutefois, les CE avaient tenu des consultations qu'elles considéraient comme pertinentes au regard du paragraphe 4 de l'article premier de l'ATV avec un certain nombre de pays, y compris le Pakistan.

1.71 Le représentant du Pakistan a déclaré que l'OSpT avait été institué en vertu du paragraphe 1 de l'article 8 de l'ATV pour, entre autres, superviser la mise en oeuvre de l'Accord. Il était prévu ceci au paragraphe 3 de l'article 8: l'OSpT "se fondera sur les notifications et les renseignements fournis par les Membres conformément aux articles pertinents du présent accord, complétés des renseignements additionnels ou des précisions nécessaires que ces Membres pourront communiquer ou qu'il pourra décider de leur demander". Il était regrettable que l'OSpT n'ait pas demandé d'informations aux Membres concernés et le Pakistan, à l'évidence pays producteur de coton, n'avait pas été du tout consulté dans ce contexte. De l'avis de sa délégation, les obligations découlant du paragraphe 4 de l'article premier de l'ATV n'avaient pas été respectées.

vii) Règles d'origine

1.72 Le représentant de la Thaïlande, au nom des membres de l'ANASE, a dit que l'ANASE s'inquiétait que les modifications introduites récemment dans les règles d'origine par un important partenaire commercial aient induit une incertitude et commencé à désorganiser les échanges commerciaux relevant de l'ATV. Cette évolution était très préoccupante si l'on considérait que l'idée de l'ATV était de favoriser la libéralisation accrue, et non la restriction, du commerce des textiles et des vêtements. Les délégations de l'ANASE craignaient que les mesures introduites à ce stade précoce de la période transitoire, comme les modifications des règles d'origine, enlèvent leur sens aux programmes d'intégration prévus dans l'ATV. Elles estimaient que toute modification des règles d'origine devrait être compatible, entre autres, avec les dispositions de l'ATV, de l'Accord sur les règles d'origine et de l'article XI du GATT de 1994.

1.73 Le paragraphe 2 de l'article 4 de l'ATV prévoyait clairement que l'introduction de modifications, par exemple des pratiques, règles, et procédures, etc., ne devrait pas rompre l'équilibre, entre les Membres concernés, des droits et obligations, être préjudiciable à l'accès dont un Membre pouvait bénéficier, empêcher que cet accès ne soit pleinement mis à profit ou désorganiser les échanges commerciaux relevant de l'Accord. Les nouvelles règles d'origine avaient déjà affecté l'accès dont bénéficiaient certains membres de l'ANASE et elles risquaient d'être préjudiciables à l'accès dont bénéficiaient d'autres Membres.

1.74 L'article 2 de l'Accord sur les règles d'origine indiquait clairement les disciplines devant être observées par tous les Membres jusqu'à ce que le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine soit achevé. Les dispositions mentionnées ci-après étaient particulièrement pertinentes. L'article 2 b) disposait que les règles d'origine ne seraient pas utilisées comme des instruments visant à favoriser, directement ou indirectement, la réalisation des objectifs en matière de commerce. Les délégations de l'ANASE se demandaient si un objectif en matière de commerce avait motivé la modification des règles d'origine et, dans la négative, pourquoi les modifications avaient été introduites alors que le programme de travail pour l'harmonisation venait de commencer. L'article 2 c) disposait que les règles d'origine ne créaient "pas en soi d'effets de restriction, de distorsion ou de désorganisation du commerce international". Les délégations de l'ANASE estimaient que les modifications des règles d'origine avaient créé la situation que cette disposition spécifique cherchait à éviter. L'article 2 e) disposait que les règles d'origine seraient administrées d'une manière cohérente, uniforme, impartiale et raisonnable. Les délégations de l'ANASE s'inquiétaient qu'il ait été retenu 16 produits pour les soumettre à des règles spéciales, car cela dérogeait au principe qui voulait que l'origine soit conférée aux pays où le produit était entièrement assemblé. De même, la date d'entrée en vigueur des nouvelles règles, à savoir le 1er juillet 1996, était déraisonnable si l'on considérait que les contingents dans le cadre de l'ATV étaient administrés pour une année civile. L'article XI du GATT

de 1994 prévoyait l'élimination des restrictions quantitatives, mais l'introduction de modifications des règles d'origine avait eu pour effet de restreindre l'accès de certains produits pour lesquels il n'existait pas antérieurement de limitations au titre de l'AMF.

1.75 Etant donné que le travail d'harmonisation se poursuivait dans ce domaine important et pour éviter la désorganisation du commerce, le Conseil du commerce des marchandises devrait examiner la légalité des modifications apportées aux règles d'origine à la lumière des dispositions susmentionnées et adresser des recommandations appropriées à la Conférence ministérielle de Singapour.

1.76 La représentante des Etats-Unis a fait valoir que l'article 4 de l'ATV visait des modifications comme celles des règles et des pratiques concernant la mise en oeuvre ou l'administration des restrictions notifiées ou appliquées en vertu de l'ATV. En ce qui concerne les règles d'origine, les Membres qui demandaient des consultations étaient tenus, en vertu de l'article 4, de montrer qu'il y avait eu une modification dans la mise en oeuvre ou l'administration des restrictions et, si tel était le cas, que cela avait été préjudiciable pour eux ou que leurs échanges commerciaux avaient été désorganisés. En consultation avec divers Membres, chaque partie était convenue que la mise en oeuvre de restrictions visant une partie des échanges commerciaux qu'identifiait le pays exportateur n'avait pas en fait été modifiée. Il en allait ainsi dans un certain nombre de cas où des négociations étaient entreprises catégorie par catégorie et produit par produit. Dans d'autres cas, où une modification pouvait être démontrée, les Etats-Unis s'efforçaient d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante. Aucun pays n'avait signalé à l'OSpT, comme le prescrivait l'ATV, les difficultés qu'il aurait pu avoir avec les règles d'origine révisées des Etats-Unis pour les textiles et vêtements, qui étaient conçues de manière conforme aux règles types d'autres pays importateurs et aussi de façon à assurer une plus grande protection contre le contournement, ce qui était pour les Etats-Unis une priorité élevée.

1.77 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note des déclarations.

viii) Autres questions concernant l'Accord (trafic de perfectionnement passif, régimes spéciaux, etc.)

1.78 Le représentant de l'Inde a exprimé la préoccupation de sa délégation devant l'extension continue des régimes spéciaux afin d'assurer un meilleur accès aux marchés à certains pays, ce qui dérogeait au principe fondamental du GATT et de l'OMC, ainsi qu'à l'objectif de l'ATV, visant à éliminer le traitement discriminatoire dans le commerce international. Dans certains de ces arrangements spéciaux en matière d'accès une justification de l'application de doubles limitations à des produits de même catégorie, ce qui était contraire au paragraphe 4 de l'article 6 de l'ATV, était présentée. Sa délégation avait craint que ces régimes spéciaux soient utilisés en fait pour promouvoir les intérêts de groupes spécifiques dans les pays importateurs, par exemple les fabricants de tissus, aux dépens des exportations de textiles et de vêtements par les fabricants dans les pays en développement. La délégation suggérait donc que le Conseil du commerce des marchandises prenne note de ses préoccupations et les reflète sous une forme appropriée, dans le rapport soumis pour examen aux Ministres à Singapour.

1.79 La représentante des Etats-Unis a dit que l'ATV imposait qu'un traitement plus favorable soit accordé aux réimportations remplissant les conditions requises, au sens donné par les lois et pratiques du pays importateur. L'ATV laissait aux Membres importateurs la latitude de décider quel type de traitement plus favorable devait être accordé à ce commerce. Les Etats-Unis accordaient actuellement un traitement contingentaire plus favorable aux réimportations par l'intermédiaire de leur programme de perfectionnement passif, qui était pleinement compatible avec l'ATV.

1.80 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note des déclarations.

ix) Régionalisme

1.81 Le représentant de l'Inde a fait part des préoccupations de sa délégation concernant les incidences négatives considérables de l'expansion du champ des restrictions dans le cadre du régionalisme, surtout sur les perspectives d'exportation des pays en développement. L'une des conséquences de l'expansion des arrangements régionaux avait été l'application de restrictions unilatérales aux importations de textiles en provenance d'un grand nombre de pays en développement sous le prétexte d'obligations régionales. Sa délégation n'arrivait pas à voir comment ces mesures unilatérales pouvaient être justifiées au regard du GATT de 1994 ou de l'ATV. S'il n'y était pas remédié en temps voulu par des mesures correctives à la Conférence ministérielle de Singapour, cette expansion larvée des restrictions se poursuivrait sans frein et compromettrait la mise en oeuvre appropriée de l'ATV, en particulier son objectif de libéralisation accrue du commerce.

1.82 Le représentant de l'Argentine a dit que sa délégation partageait les vues exprimées par les Communautés européennes au point 3.3 de leur communication.

1.83 Le représentant du Mexique a fait valoir que si le débat portait sur le régionalisme en tant que tel, il devrait se dérouler dans le cadre du Comité des accords commerciaux régionaux.

1.84 Le représentant de Hong Kong a dit qu'il souscrivait à la déclaration de l'Inde.

1.85 Le représentant des Communautés européennes a dit que dans ce point particulier de la communication du Pakistan on cherchait à tirer des conclusions générales de cas individuels très spécifiques. Il convenait que la question générale du régionalisme soit examinée et débattue dans le cadre du Comité des accords commerciaux régionaux qui venait d'être créé et de recevoir son mandat.

1.86 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note des déclarations.

x) Recours à des mesures commerciales à des fins non commerciales

1.87 Le représentant de l'Egypte a dit que même si cet aspect n'entraînait pas dans le champ de l'ATV, il affectait directement l'accès aux marchés des textiles et des vêtements et que le Conseil du commerce des marchandises devrait, dans le cadre de l'actuel processus d'examen, le traiter de façon détaillée. Sa délégation était au nombre de celles qui s'étaient inquiétées du recours à des mesures commerciales à des fins non commerciales, qu'il s'agisse de l'application de normes d'emploi ou du recours à des mesures environnementales, car cela équivaldrait à un protectionnisme déguisé.

1.88 Comme il était dit à juste titre dans la communication du Pakistan, les mesures commerciales prises à des fins non commerciales étaient fondées sur des critères sortant du cadre des disciplines de l'OMC et concernant par exemple les conditions d'emploi notamment en rapport avec le travail des enfants et sous l'angle des droits de l'homme. Ces critères étaient de plus en plus appliqués aux exportations de textiles et de vêtements et ils étaient liés à l'octroi de préférences en général; loin d'avoir l'effet désiré, cette pratique affectait davantage et désorganisait gravement l'accès aux marchés garanti par l'ATV et elle compromettait ainsi la mise en oeuvre, dans sa lettre et son esprit, d'un accord qui était l'un des facteurs d'équilibre de l'ensemble de résultats du Cycle d'Uruguay en faveur des pays en développement. Ces critères étaient aussi appliqués ou utilisés unilatéralement comme menaces. L'imposition de tels critères était clairement incompatible avec l'OMC pour deux raisons essentielles: premièrement, ces critères étaient appliqués unilatéralement et deuxièmement, ils impliquaient des procédés et méthodes de production (PMP) qui n'entraient pas en ligne de compte. Même si dans certains cas des mesures environnementales pouvaient être compatibles avec les règles et disciplines du système commercial multilatéral, leur prise en compte excessive du principe conservatoire et l'absence de normes internationales ou d'évidence scientifique claire (comme pour les colorants azoïques) créaient

une suspicion quant à leur crédibilité, désorganisaient le commerce, en particulier du point de vue des petites entreprises, et rendaient l'application de ces mesures d'autant plus contestable. Le Conseil pourrait examiner ces aspects afin de voir si les effets de désorganisation du commerce étaient proportionnels aux avantages obtenus en termes d'environnement. Trois éléments fondamentaux étaient à prendre en compte pour éviter l'utilisation potentielle de ces mesures comme un protectionnisme déguisé, à savoir qu'il fallait déterminer: si ces mesures étaient fondées sur des normes internationales; s'il existait une évidence scientifique suffisante justifiant leur application; s'il existait d'autres mesures avec des effets similaires, mais qui désorganiseraient moins le commerce des textiles en provenance des pays en développement et qui ne compromettraient pas la mise en oeuvre de l'ATV. Lors de cet examen, il faudrait peut-être aussi chercher à déterminer pourquoi tant de mesures commerciales prises à des fins non commerciales visaient les textiles et les vêtements par comparaison avec d'autres secteurs.

1.89 La représentante des Etats-Unis a dit qu'il était inapproprié pour le Conseil du commerce des marchandises de se concentrer sur un seul secteur pour l'examen de cette question, dont la portée allait bien au-delà du secteur des textiles.

1.90 Le représentant du Pakistan a dit que la déclaration du représentant de l'Egypte reflétait les vues des coauteurs au sujet du document présenté par le Pakistan. Durant le débat, il avait été fait référence au contournement et pour l'intervenant le recours à des mesures commerciales à des fins non commerciales était un exemple typique de contournement des obligations contractées au regard de l'ATV. Il pensait que dans le contexte du débat le Conseil du commerce des marchandises avait toute latitude pour examiner ces mesures, puisque celles-ci avaient pour effet réel et potentiel un détournement de trafic. Il espérait que la question figurerait en bonne place dans les conclusions des discussions du Conseil.

1.91 Le représentant de la Norvège a dit qu'il y avait deux documents informels de son pays sur les conditions d'emploi. Sa délégation ne voyait pas au nom de quoi ces propositions pourraient être examinées au titre de mesures commerciales à des fins non commerciales. En fait, si sa délégation recueillait un appui suffisant en faveur des propositions très précises qu'elle préparait, elle serait prête à discuter la question des normes d'emploi fondamentales dans le contexte de la libéralisation du commerce. Elle pourrait accepter que dans les lignes directrices en vue de cet examen, la question des mesures unilatérales déjà en vigueur soit inscrite afin d'introduire un peu d'ordre dans une situation qui menaçait de s'étendre et qui pourrait, à terme, devenir incontrôlable. Il n'y avait ni programme déguisé ni visées protectionnistes, mais une proposition positive qui profiterait à tous les pays, industrialisés comme en développement.

1.92 Le représentant du Pakistan a dit que sa délégation restait opposée à tout examen dans le cadre de l'OMC de la prétendue question des conditions d'emploi, qui n'entrait pas en ligne de compte. La promesse que cet examen introduirait de l'ordre n'était pas crédible étant donné que les fondements juridiques de la question et le raisonnement avancé pour justifier la pertinence de l'argument étaient, on le savait bien, très sérieusement contestables.

1.93 Le représentant d'El Salvador a appuyé la déclaration du représentant du Pakistan, soulignant que l'examen des conditions d'emploi ne pouvait pas aller de pair avec un examen de la libéralisation accrue du commerce.

1.94 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note des déclarations.

xi) Suite des travaux

1.95 Le représentant du Pakistan a dit que sa délégation avait trouvé le débat très fructueux et avait écouté avec intérêt les observations faites par les partenaires commerciaux. Le débat avait mis en lumière

les préoccupations à prendre en compte dans l'examen de l'ATV, en particulier concernant les programmes d'intégration, la question du recours à des mesures de sauvegarde, le rôle de l'OSpT, etc. En ce qui concerne le rôle de l'OSpT, sa délégation espérait que les Membres pourraient examiner les moyens de renforcer la confiance dans le rôle et l'efficacité de l'OSpT à l'avenir. Elle avait noté qu'il restait deux documents à examiner et elle espérait que sous peu une autre réunion permettrait d'examiner ces documents ainsi que les autres questions soulevées à la présente réunion du Conseil, avant que celui-ci passe à la formulation de recommandations en vue d'une action.

1.96 Le représentant du Canada a fait valoir que puisque l'OSpT avait pour rôle de superviser la mise en oeuvre de l'Accord, il pourrait être judicieux de lui demander de se pencher sur certaines des questions qui avaient été soulevées à la présente réunion et qui n'avaient pas encore été transmises à l'OSpT.

1.97 Le représentant du Pakistan a dit que sa délégation ne pensait pas que le Conseil du commerce des marchandises devrait interrompre ou différer son examen de n'importe quelle question en attendant l'issue incertaine d'un examen éventuel auquel il pourrait être procédé dans le cadre de l'OSpT. Il avait cru comprendre que cette approche avait été convenue lors des consultations informelles tenues par le Président sur le sujet.

1.98 Le représentant du Canada a dit qu'il ne suggérerait pas que le Conseil du commerce des marchandises n'avait pas le droit d'examiner ces questions. Mais compte tenu des compétences de l'OSpT et des responsabilités qui lui avaient été confiées au titre de l'ATV, le Conseil pourrait poursuivre le débat de façon plus fructueuse s'il pouvait bénéficier des compétences plus spécialisées et qualifiées de l'OSpT.

1.99 Le représentant de Hong Kong a dit qu'il appréciait l'intention louable à l'origine de cette suggestion, mais qu'il faisait entièrement sienne la réponse du représentant du Pakistan. Tout l'intérêt de tenir le débat dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises tenait au fait que cette instance permettait aux Membres de l'OMC d'examiner le fonctionnement de l'ATV. Cela n'était pas possible à l'OSpT, dont les membres siégeaient à titre personnel et étaient aussi en nombre extrêmement limité. L'OSpT avait certaines fonctions spécifiques à exercer et s'il avait une contribution de nature plus large à faire, par exemple au Conseil du commerce des marchandises, l'utilité n'en serait pas contestée. Toutefois, le Conseil ne devait pas être tributaire en quoi que ce soit des délibérations de l'OSpT pour l'examen de l'application de l'ATV.

1.100 Le représentant du Japon a souscrit à la déclaration du représentant du Canada.

1.101 Le représentant de l'Egypte a déclaré que sa délégation appuyait la déclaration du représentant de Hong Kong. L'OSpT, qui avait une lourde tâche, ne devait pas être surchargé; il avait des fonctions spécifiques à exercer et il devait continuer à les exercer. De plus, les membres de l'OSpT siégeaient à titre personnel. Les travaux du Conseil du commerce des marchandises étaient de plus large portée et plus généraux. Sa délégation préférait donc qu'il soit procédé à l'examen dans le cadre de cette instance plutôt que de transmettre les questions à l'OSpT et d'attendre sa réponse.

1.102 Le représentant de la Norvège a appuyé la déclaration faite par le représentant du Canada. En ce qui concerne les observations de Hong Kong, il y avait selon lui une différence entre le fait d'être tributaire de l'OSpT et celui de reconnaître qu'une contribution de l'OSpT améliorerait la base de discussion au Conseil du commerce des marchandises. Du fait que l'OSpT était composé de personnes siégeant à titre personnel, il serait encore plus intéressant, à son avis, d'entendre leurs vues.

1.103 Le représentant du Pérou a appuyé les déclarations des représentants du Pakistan, de Hong Kong et de l'Egypte. Les membres du Conseil ne pouvaient pas participer aux travaux de l'OSpT, qui était

un organe restreint dont les membres siégeaient à titre personnel. Le Conseil avait donc non seulement l'entière compétence et le mandat pour examiner l'ATV, mais il était même compétent pour adresser des recommandations à la Conférence ministérielle de Singapour indépendamment de l'OSpT.

1.104 Le représentant de la Turquie a dit qu'il souscrivait aux déclarations des représentants du Japon, de la Norvège et du Canada. A ce propos, il a rappelé aux Membres que le Conseil du commerce des marchandises avait déjà demandé à l'OSpT de préparer un rapport pour la Conférence ministérielle de Singapour, qui servirait de base pour les travaux futurs. Sa délégation se réservait le droit de revenir sur certains points spécifiques de la communication du Pakistan.

1.105 Le représentant de l'Argentine a dit que selon le règlement intérieur toute délégation pouvait demander une réunion du Conseil sur n'importe quel sujet.

1.106 Le représentant de l'Inde a dit qu'il souscrivait aux vues exprimées par les représentants du Pakistan, de Hong Kong, de l'Egypte, du Pérou et autres. Il tenait à dire que la question examinée à la présente réunion avait sa source dans une communication adressée par le Pakistan au Conseil du commerce des marchandises. Si des Membres étaient intéressés par les vues de l'OSpT, ils pouvaient se prévaloir des dispositions de l'ATV et demander à l'OSpT d'examiner toutes les questions sur lesquelles il leur fallait un avis qualifié.

1.107 Le représentant de la Corée a appuyé les observations du représentant de Hong Kong. Le Conseil était une instance appropriée pour considérer les questions soulevées.

1.108 La représentante des Etats-Unis a dit que sa délégation avait déjà indiqué qu'elle ne considérait pas approprié à ce stade pour le Conseil du commerce des marchandises de débattre des questions que l'OSpT examinerait.

1.109 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note des déclarations.

2. Questions concernant l'accès aux marchés et le contournement en rapport avec la mise en oeuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements

- Communication des Etats-Unis (G/L/95)

3. Mise en oeuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements et questions connexes

- Communication des Communautés européennes (G/L/97)

3.1 Le représentant du Mexique a déclaré qu'au paragraphe 2.1 de la communication des Communautés concernant l'accès aux marchés il était dit, entres autres, qu'"il faudrait aussi prêter attention à tous les cas où l'accès au marché *de facto* a été réduit parce que l'on a relevé les taux de droit appliqués pour les porter au niveau consolidé". La pierre d'angle du système commercial multilatéral avait été la consolidation des droits. Les droits consolidés conféraient une certitude juridique aux importations comme aux exportations et aux importateurs comme aux exportateurs. Le taux du droit appliqué était laissé à la discrétion du Membre concerné et cet aspect spécifique n'avait pas lieu d'être inclus dans le débat sur les textiles. En outre, tout au long du Cycle d'Uruguay un large groupe de pays avaient lutté sans relâche pour la reconnaissance des mesures de libéralisation unilatérales adoptées par eux. Maintenant il fallait un mécanisme qui permette à ces pays d'avoir une compensation en échange des mesures de libéralisation unilatérales qu'ils avaient prises et qui avaient bénéficié au système commercial multilatéral dans son ensemble.

3.2 La représentante des Etats-Unis a dit qu'il y avait eu un débat utile sur les points soulevés dans la communication du Pakistan; toute l'attention devait être portée maintenant aux questions soulevées

dans les communications des Etats-Unis et des Communautés. Elle proposait donc que ces points soient inscrits en priorité à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil.

3.3 Le représentant des Communautés européennes a dit que puisque les dix points de la communication du Pakistan avaient été examinés, priorité devait être donnée, à la prochaine réunion du Conseil, aux points introduits par la délégation des Etats-Unis et sa propre délégation.

3.4 Le représentant du Pakistan a déclaré que l'examen des communications des Etats-Unis et des Communautés à la prochaine réunion du Conseil ne lui posait pas de problème. Il espérait que la priorité serait de parvenir à des conclusions et recommandations constructives concernant l'examen de la mise en oeuvre de l'ATV.

3.5 Le représentant de Hong Kong a indiqué que la proposition faite ne lui causait pas de difficultés et qu'il convenait de prêter l'attention appropriée aux communications des Etats-Unis et des Communautés. Toutefois, l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil ne devrait pas comprendre seulement ces deux communications. Diverses autres questions qui s'étaient dégagées de la présente réunion devraient être examinées plus avant à la prochaine réunion du Conseil.

3.6 Le Président a proposé qu'à la prochaine réunion du Conseil du commerce des marchandises prévue pour le 19 septembre, les communications des Etats-Unis et des Communautés distribuées dans les documents G/L/95 et G/L/97, respectivement, soient examinées. Les délégations qui souhaiteraient faire d'autres observations sur des points de la communication du Pakistan en auraient aussi la possibilité.

3.7 Le Conseil du commerce et des marchandises en est ainsi convenu.

4. Date de la prochaine réunion

4.1 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note que sa prochaine réunion se tiendrait le 19 septembre 1996.

ANNEXE

COMMUNIQUE DE BANGKOK

Le Bureau international des textiles et des vêtements (BITV), sur l'invitation du gouvernement royal de Thaïlande, a tenu la 23ème session du Conseil des Représentants à Bangkok, du 20 au 24 mai 1996. Le BITV et ses membres ont remercié chaleureusement le gouvernement royal de Thaïlande pour l'hospitalité et les services excellents dont ils avaient bénéficié. Le Conseil a élu l'Ambassadeur Nestor Osorio comme Président et Mme Boontipa Simaskul et M. Timothy Tong comme Vice-Présidents de la session.

La session a été ouverte par M. Pracha Charutrakulchai, Directeur général du Département du commerce extérieur. Des déclarations ont été faites par de hauts fonctionnaires de l'Organisation mondiale du commerce et du Centre du commerce international, ainsi que par des représentants de l'Association du commerce extérieur (Bruxelles), de Textilimportorna (Stockholm) et de l'Association des importateurs de textiles et de vêtements des Etats-Unis (New York). Les membres ont été vivement intéressés par les exposés qui couvraient des aspects du commerce international et de la politique commerciale concernant les produits textiles.

Le Conseil a examiné la mise en oeuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) durant sa première année d'existence. L'aspect le plus important de l'ATV était l'intégration des produits textiles en vue d'éliminer progressivement les restrictions au titre de l'AMF. Ensuite, la transition aux disciplines du GATT à la fin de la période de dix ans pourrait se faire sans difficulté. Le BITV engage instamment les pays qui appliquent des limitations à préparer leurs programmes d'intégration pour la deuxième étape dans cet objectif. Les programmes devraient être significatifs du point de vue commercial et contribuer notablement à la libéralisation des restrictions. Ils devraient contenir un dosage équitable de produits soumis et non soumis à limitation et une proportion équilibrée de produits sensibles et non sensibles et ménager une part plus grande au secteur des vêtements. Seuls des programmes d'intégration sur ce modèle assureront une transition en douceur du système actuel aux disciplines du GATT. Il en va de l'intérêt des pays qui appliquent des limitations et des pays exportateurs.

Le BITV est très préoccupé par l'introduction à grande échelle de sauvegardes transitoires par un important partenaire commercial en 1995. Il estime que l'application de ces mesures viole l'engagement contenu dans l'ATV, qui prévoit qu'il doit y être recouru avec modération. Les mesures en question sont prises sans un examen attentif des faits et une évaluation appropriée du préjudice grave à la branche de production nationale. Le BITV engage instamment les Membres de l'OMC à faire preuve de la plus grande prudence dans l'application des mesures de sauvegarde transitoires et, en particulier, d'y recourir avec modération et de respecter scrupuleusement les disciplines et procédures prévues dans l'ATV.

Le BITV attache une grande importance au rôle de l'Organe de supervision des textiles (OSpT) pour superviser la mise en oeuvre adéquate de l'ATV. Il est regrettable qu'en certaines occasions, l'OSpT ne soit pas parvenu à un consensus sur la formulation de recommandations concernant l'introduction de mesures de sauvegarde transitoires. Le BITV espère que ces cas ne se reproduiront pas à l'avenir. Compte tenu du rôle arbitral de l'OSpT et de l'engagement de l'OMC en faveur du multilatéralisme, il est entendu pour le BITV que l'OSpT n'a pas capacité pour recommander aux parties de reprendre des consultations, car cela encouragerait le bilatéralisme. L'OSpT devrait aussi exposer les arguments et le raisonnement justifiant ses recommandations. Le BITV observait qu'en dépit de ces lacunes, l'OSpT avait réussi à établir des normes rigoureuses en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un préjudice grave.

Le BITV estime que l'introduction de nouvelles règles d'origine aux Etats-Unis avec prise d'effet au 1er juillet 1996 désorganisera la structure des échanges actuelle. Il attend des Etats-Unis qu'ils consultent les pays exportateurs affectés afin de trouver des ajustements appropriés et équitables. Il engage instamment les Etats-Unis à prendre des mesures d'application provisoires afin de minimiser les effets négatifs au moment du passage aux nouvelles règles.

Le BITV demande instamment aux pays appliquant des limitations de s'acquitter pleinement de leur obligation au regard de l'article 2:18 de l'ATV et d'étendre le même avantage aux pays les moins avancés ainsi qu'aux pays exportateurs producteurs de coton.

Le BITV a noté avec préoccupation la prolifération de mesures antidumping dans le secteur des textiles pour des produits déjà soumis à limitation. Il considère que ces mesures équivalent, par nature, à une double protection et représentent un harcèlement commercial. Le Bureau engage instamment les pays développés à faire preuve de modération afin de ne recourir à de telles mesures que si des importations constituent réellement un dumping.

Le BITV souscrit résolument à l'idée que les éléments susmentionnés qui concernent le secteur des textiles soient inclus dans le programme de la Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Singapour en décembre 1996.